

Communiqué de presse (3 pages)

[SOUS EMBARGO JUSQU'AU 9 DECEMBRE 2003, 11h00 (HEURE DE LONDRES)]

“ Définir le rôle de l'économie dans la défense des droits de l'homme : sept multinationales lancent une initiative triennale ”

Londres, le 9 décembre, 2003

– Le lancement d'une initiative internationale visant à mieux définir le rôle de l'économie dans la défense des droits de l'homme a été annoncé aujourd'hui par sept multinationales couvrant de nombreux secteurs d'activité. Cette mesure sans précédent a pour objet de faire tomber les barrières et de dissiper les incertitudes qui ont jusqu'ici empêché de nombreuses entreprises responsables d'assumer leur rôle dans la défense des droits humains à l'échelle mondiale.

Ce programme triennal, destiné à promouvoir et à développer une réponse commune du monde économique aux violations des droits de l'homme, a été rendu public à l'occasion du séminaire « Economie et Droits de l'homme » 2003 qui se tient à Londres, sous la présidence de Mary Robinson. Ex-présidente d'Irlande et ancien Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Madame Robinson est actuellement directrice exécutive de l'initiative pour une mondialisation éthique (Ethical Globalisation Initiative) et présidente de la toute récente initiative de leaders économiques sur les droits de l'homme (Business Leaders Initiative on Human Rights, BLIHR), par laquelle les entreprises participantes souhaitent promouvoir le respect des droits humains par leurs propres actes et en soutenant l'œuvre de tiers dans ce domaine.

« S'agit-il de demander au secteur privé de se substituer aux gouvernements dans leur rôle de promotion et de défense des droits de l'homme ? En aucun cas. Nous espérons bien plus voir un nombre croissant d'entreprises tenir compte des normes internationales en matière de droits de l'homme lorsqu'elles prennent par exemple des décisions concernant leurs méthodes de travail, leur politique d'emploi, ou encore leurs choix sur le plan des acquisitions et des investissements.. »

- Mary Robinson

Les sept entreprises qui lancent cette initiative sur les droits de l'homme sont **ABB, Barclays, MTV Europe, National Grid Transco, Novartis, Novo Nordisk et The Body Shop International**. Elles poursuivent toutes le même objectif: adopter une politique qui favorise le respect des droits de l'homme dans le monde économique et soutenir l'œuvre de tiers dans ce domaine.

L'initiative a été annoncée la veille du 55^{ème} anniversaire de la signature de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948.

A l'occasion du séminaire, des représentants des sept entreprises tenteront de trouver ensemble des moyens de promouvoir les droits de l'homme, de résoudre les dilemmes auxquels ils doivent faire face, de définir des processus décisionnels et de renforcer les liens entre l'économie, les ONG et les autres secteurs de la société.

Les sept entreprises se concentreront par ailleurs sur la façon de travailler en accord avec les nouvelles normes sur les entreprises et les droits humains approuvées cet été par la Sous-commission des Nations Unies pour la promotion et la protection des droits de l'homme.

Outre Mary Robinson, le séminaire comptera des orateurs tels que Chris Lendrum (directeur exécutif du groupe Barclays PLC), James Ross (vice-président de National Grid Transco plc), Bjorn Edlund (premier vice-président d'ABB Ltd.), Irene Khan (secrétaire générale d'Amnesty International), Anita Roddick (fondatrice de The Body Shop), Jeremy Hobbs (directeur exécutif d'Oxfam International) et David Weissbrodt (membre de la Sous-commission des Nations Unies pour la promotion et la protection des droits de l'homme).

Lors du lancement de cette initiative, les sept entreprises concernées ont fait une déclaration commune :

« En tant qu'entreprises concernées par l'initiative de leaders économiques sur les droits de l'homme, nous reconnaissons le rôle primordial de ces droits dans une gouvernance équitable. Nous croyons que le monde des affaires peut contribuer à un plus grand respect des droits humains à l'échelle de la planète. Nous nous efforcerons de trouver des moyens concrets pour appliquer les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme dans un contexte économique et d'inciter d'autres entreprises à faire de même.

Nous nous engageons à soutenir l'œuvre des Nations Unies, des gouvernements, des syndicats et des organisations non gouvernementales (ONG) en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Si le monde des affaires ne doit en aucun cas amoindrir la responsabilité des gouvernements en matière de défense des droits de l'homme fondamentaux ni se substituer à eux dans ce domaine, les entreprises ont néanmoins un rôle important à jouer dans la reconnaissance et le respect de ces droits. Les ONG et autres acteurs non gouvernementaux ont eux aussi un rôle important à jouer et il est de notre devoir de chercher à nous conformer aux règles de responsabilité et de transparence qui sont au cœur de nos obligations envers la société.

La Déclaration universelle des droits de l'homme est une base commune dans le cadre de laquelle des entreprises responsables peuvent aborder ces problèmes importants. Elle permet de mieux définir les responsabilités respectives des gouvernements, des entreprises et de la société civile en général. Au fur et à mesure que nous rencontrerons, dans nos différents secteurs d'activité aux quatre coins du monde, des problèmes touchant aux droits humains, nous nous efforcerons d'identifier les dilemmes à résoudre et les défis à relever. Au cours des trois prochaines années, nous projetons de développer pour les entreprises une palette d'instruments en relation avec les droits humains et de leur proposer un soutien concret dans la mise en œuvre des principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Les nouvelles normes sur les entreprises et les droits humains approuvées en 2003 par la Sous-commission des Nations Unies pour la promotion et la protection des droits de l'homme ont

constitué une étape importante. Nous nous engageons à ne pas négliger le rôle que ces normes sont susceptibles de jouer dans notre propre travail.

En tant qu'auteurs de l'initiative de leaders économiques sur les droits de l'homme, nous voulons jouer un rôle moteur en incitant un nombre croissant d'entreprises à œuvrer pour un plus grand respect des droits de l'homme dans le monde entier. »

Pour tout renseignement général sur l'initiative de leaders économiques sur les droits de l'homme, veuillez vous adresser à John Morrison +44-7887-684-948,

john.morrison@respecteurope.com

ou à Scott Jerbi +41-7942-32006,

scott.jerbi@eginitiative.org.

Pour tout complément d'information sur chacune des sept entreprises participantes veuillez vous adresser aux personnes suivantes:

ABB	Thomas Schmidt/Wolfram Eberhardt	+41 43 317 6492
Barclays PLC	Moya Galal	+44 7932 021816
MTV Europe	Polly Stevens	+44 207 478 6615
National Grid Transco plc	Clive Hawkins	+44 207 004 3147
Novo Nordisk	Mads Cordt Andersen	+45 3079 6718.
Novartis AG	Nadine Schecker	+41 61 324 2710.
The Body Shop International plc	Bill Eyres/Shelley Simmons	+44 1903 844 040

Notes à l'attention de l'éditeur

Le séminaire « Economie et Droits de l'homme » (www.business-and-human-rights-seminar.org)

Le séminaire « Economie et Droits de l'homme » 2003 a lieu à Londres le 9 décembre 2003. Il s'agit du premier d'une série de séminaires et de débats annuels qui auront pour but d'attirer l'attention sur des problèmes relatifs aux droits de l'homme et à l'économie mondiale. Cette année, le séminaire a été organisé par Respect/Europe et soutenu par l'initiative pour une mondialisation éthique, Amnesty International (UK), Oxfam International, le « Prince of Wales International Business Leaders Forum » et le « Council for Education in World Citizenship ».

RespectEurope (www.respecteurope.com et www.respecttable.com)

Respect a été fondée à Stockholm en 1999 par Per Uno Alm et Kaj Embren, tous deux membres de l'équipe fondatrice de l'organisation suédoise The Natural Step, en collaboration avec Anita et Gordon Roddick, fondateurs de The Body Shop. Son but consiste à accroître la responsabilisation écologique et sociale des entreprises grâce à une gamme étendue de services et d'initiatives. Elle met notamment l'accent sur la capacité à jouer un rôle moteur, sur les liens politiques et sur la participation d'un vaste réseau de parties prenantes. L'œuvre de Respect sur le plan international a débuté par l'initiative de leaders économiques sur les changements climatiques, présidée par Margot Wallström, commissaire européenne chargée de l'environnement depuis 2001. La même année, Respect a collaboré avec des entreprises suédoises et sud-africaines dans le cadre d'une initiative sur la diversité biologique à l'occasion de la Conférence mondiale contre le racisme et la xénophobie. Depuis lors, elle a conçu pour des entreprises suédoises des programmes de dialogue efficaces sur la diversité biologique, les changements climatiques et les parties prenantes. Conçue à la fin de l'année 2002, l'initiative de leaders économiques sur les droits de l'homme a été lancée lors d'une réunion à Bruxelles en mai 2003.

L'initiative pour une mondialisation éthique (www.eginitiative.org)

L'initiative pour une mondialisation éthique est un nouveau projet dirigée par Mary Robinson, ex-présidente d'Irlande et ancienne Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Cette initiative a pour but de rassembler les parties prenantes et de générer de nouvelles alliances afin de promouvoir l'intégration du concept des droits de l'homme, des différenciations sociales entre les deux sexes ainsi qu'une obligation accrue de transparence dans les efforts faits pour répondre aux défis mondiaux et à une gouvernance déficiente.

FIN